

Humanité du 24 août 1955

En Algérie, les hameaux rasés par l'artillerie étaient encore habités

Constantine, 23 août (par téléphone). J'ai vu aujourd'hui comment étaient exécutés les ordres du gouvernement et de son gouverneur général. (...) J'étais ce matin à Philippeville. Tous les magasins sont fermés, les fusils-mitrailleurs sont braqués à chaque carrefour. (...) Je suis monté à quelques kilomètres de la ville, dans les collines où se trouvent les mechtas algériennes. À peine avions-nous commencé de monter qu'une odeur à faire vomir nous a saisis. De partout, le vent amenait l'odeur des cadavres en décomposition. Un village, une centaine de gourbis s'épalaient à flanc de coteau jusqu'au fond du ravin. Toutes les paillotes de chaume avaient été brûlées.

Ne restaient debout que quelques murs de terre, partout un bouleversement général. (...) Nous avons vu cela du haut de la route. Nous avons vu aussi autre chose: en plein soleil, des taches noires qu'on ne pouvait identifier. C'était une famille entière, le père, la mère, deux enfants, allongés sur la même ligne, (...) affreusement déchiquetés par les balles. À quelques mètres de là, une femme, encore à demi vêtue, un homme face contre terre et, entre les deux cadavres, celui d'une fillette d'une douzaine d'années (...) ses vêtements ont brûlé sur elle, entamant la chair.

Maintenant, au fur et à mesure que les regards se portent sur les ruines, ils rencontrent des hommes, des femmes, des enfants, figés dans d'atroces positions. En tas. Isolés. Les ruelles sont pleines de cadavres. Combien sont-ils ? On ne peut faire un décompte exact. C'est un village algérien parmi tant d'autres. (...) Dans le ciel, (...) des charognards au vol lourd tournoient sans discontinuer. (...)

La route de retour, sur Constantine, offre à chaque virage des visions d'horreur. Des corps sont abandonnés le long des fossés. (...) À Guelma, on comptait une centaine de cadavres algériens. J'ai entendu, à Philippeville, des phrases impensables. J'ai entendu à quatre reprises demander à des soldats, à des policiers: « Où se trouve l'endroit où l'on tue les Algériens ? » Pas une fois cette question n'est restée sans réponse. (...) Dans toute cette région du Constantinois se déroule un massacre raciste, renouvellement des événements de 1945 qui firent 45000 morts. (...) Il faut qu'en France on sache ce qui se passe ici. Il faut au plus vite arrêter ces massacres qui s'accroissent d'heure en heure. Déjà pour demain d'autres expéditions sont prévues, d'autres villages algériens seront détruits avec les hommes, les femmes, les enfants. J'ai assisté tout à l'heure, à Philippeville, aux obsèques des trente-cinq Européens tués au cours des derniers événements. Devant les cercueils de ceux qui ont été aussi les victimes d'une politique criminelle qui met l'Algérie à feu et à sang, les colonialistes ont manifesté leur volonté d'une répression encore plus féroce. Ils veulent l'état de siège; ils ont des armes, ils en veulent davantage encore pour monter dans les quartiers algériens et tuer toute la population. Ils ont pris à partie le préfet de Constantine qui applique cependant toutes les directives du gouvernement. On sait aujourd'hui le résultat de ces ordres scrupuleusement appliqués : des milliers de morts. Il ne faut pas laisser faire cela. Mais il faut faire vite. Aujourd'hui, d'autres villages algériens vont être brûlés.

Robert Lambotte.

Humanité du 26 février 1957

La loi du lynch dans trois départements français

Le samedi, au moment où chacun savait que la grève aurait effectivement lieu lundi, une triple explosion retentissait dans le quartier des facultés, dans trois cafés bondés à l'heure de l'apéritif. De l'Otomatic, de la Cafétéria (pour la 2^e fois), du Coq hardi, des bénévoles retiraient les victimes... A la minute, tout musulman rencontré devient le terroriste. Instruit par les crimes impunis perpétrés lors de l'enterrement de M. Froger, l'un d'eux fuit-il (sachant ce qu'il risque, parce qu'il n'est pas européen, en face d'une foule exaspérée), une femme le désigne. Un agent l'arrête, perd la tête et gifle le fuyard. Il n'en faut pas plus ; la foule se précipite, le malheureux (dont on prouvera par la suite l'innocence) est mis à mort par une centaine de déments qui cognent, se bousculent, crient, détendent leurs nerfs, se délivrent de cette peur qui les a paralysés une seconde.

D'autres scènes de lynch ont eu lieu à la fin du mois dernier. Un témoin oculaire nous écrit :

« Le 26 janvier, deux musulmans ont lancé une grenade rue d'Isly. Elle n'a occasionné que des dégâts insignifiants et causé aucune victime.

Un premier musulman, soupçonné, a été interpellé par deux agents; rue d'Aumale, à proximité du lieu de l'attentat. Mains en l'air, visage contre le mur, il ne faisait pas un mouvement, disant seulement : je n'ai rien fait. Quatre Européens, armes au poing, sont arrivés, hurlant aux agents : tuez-le. Deux parachutistes

sont venus : en les voyant les agents sont partis, effrayés ou ne voulant pas être complice. L'un des parachutistes à abattu l'homme d'une rafale de mitraillette. Tous deux lui ont écrasé le visage à coups de talon. » (...)

Au sujet des divisions du général Massu faisant ouvrir de force les boutiques des artisans et commerçants pendant la grève de huit jours organisée par le FLN et le Parti communiste algérien : (...)
 Chez Mario, boucher, un « para » découpait la viande et la remettait gratuitement à qui se présentait. (...) Des cafés ont été saccagés (...). Les magasins ont subi le même sort ; on a vu des dames « très bien » (...) venir en taxi piller leur épicier. (...) Au lendemain de la grève, au marché Barnave, on a pu voir cette scène se répétant devant chaque magasin ou étal tenu par un musulman qui avait fait grève.

Un officier et 4 paras s'approchent d'un commerçant. « *Tu as fait grève*, lui dit l'officier (...). *c'est sans doute parce que tu as eu peur du FLN ?* » L'autre, inquiet acquiesce. A ce moment, de toute sa force, l'officier lance son poing dans la figure du commerçant, tandis que les autres paras s'acharnent sur le malheureux à coups de cravache et à coups de pied. Le commerçant se relève, sanglant, « *tu fermeras ta boutique jusqu'à nouvel ordre* », dit l'officier. Et l'opération se poursuit plus loin.

Texte tiré de *Espoir* numéro 16, 9 février 1957.

Humanité du 19 mars 1960

« L'opération Audin fut une sorte de répétition », note un rapport américain

Membre du National Security Council, passant généralement pour le successeur probable d'Allen Dulles à la direction des services secrets américains, le général Andrew-J. Goodpaster est considéré comme l'un des confidents du président Eisenhower, qui lui confie de nombreuses missions de renseignements particulièrement délicates. Ainsi les services de Goodpaster ont-ils récemment fait une enquête très poussée sur les officiers activistes de l'armée française, leurs organisations et leurs activités.

Ayant pris connaissance d'extraits de ce rapport, nous pensons qu'il ne manque pas d'intérêt à l'heure actuelle. En voici donc certains passages :

« *De tous les rapports établis, tant par nos officiers que par des officiers neutres (...), il résulte que les officiers d'encadrement des organisations activistes algériennes, aussi bien ceux cantonnés en Algérie que ceux installés dans le midi de la France, constituent une espèce de société secrète très bien dissimulée...* »

Après cette remarque générale, le rapport Goodpaster note que ces officiers fascistes « *savent qu'aux échelons les plus élevés du haut commandement, ils ont des complices qui les protègent* ».

Puis, analysant leur activité, il remarque: « *Ces hommes sont en train de métamorphoser l'armée française en une sorte d'appareil de coup d'État.* » Et il ajoute un peu plus loin : « *Le plus grave est que les plus fanatiques sont des hommes possédés par une espèce de ferveur nouvelle qui semble avoir atteint jusqu'à certains groupes, lesquels acquièrent de plus en plus d'autorité dans les conseils gouvernementaux...* » À l'issue de ces remarques, les spécialistes des services secrets américains définissent l'armée d'Algérie comme « *une armée retournant lentement à l'état des mercenaires de l'Antiquité romaine...* » (...)

Après avoir ensuite énuméré les principaux ouvrages de théorie terroriste qui constituent l'arsenal idéologique des officiers factieux, l'auteur aborde la conclusion de son rapport.

« *Et nous arrivons ainsi, écrit-il, à ce qu'ont particulièrement remarqué deux de nos agents bien placés dans un centre de formation des cellules secrètes algériennes...* »

Qu'est-ce qui a ainsi frappé ces agents américains?

« *Pour un capitaine, l'opération Audin fut une sorte de répétition afin de mesurer jusqu'à quel point le haut commandement pouvait être complice d'un crime politique mûrement ourdi* », et cet officier a eu cette phrase: « *Ce fut une bonne répétition, nous avons pu voir jusqu'où allait la cascade des couvertures, le degré de décision des chefs les plus élevés en grade que nous transformions ainsi en complices présents et futurs...* »

Nous n'ajouterons rien à ce rapport, sinon qu'il nous paraît difficile de prétendre que le général Andrew-J. Goodpaster est un abominable communiste ou un affreux « intellectuel de gauche » et que, dans ces conditions, l'avertissement qu'il lance a une résonance très particulière...

Alain Guérin

Humanité du 12 décembre 1960

Négociation immédiate !

Malgré la police, l'armée et les ultras, les musulmans ont manifesté par milliers dans les rues des principales villes, à Alger, Oran, Constantine et Blida, criant des mots d'ordre qui ne laissent place à aucune ambiguïté : « Algérie algérienne ! », « Vive Ferhat Abbas ! », « Vive l'ALN ! », « Négociation avec le GPRA ! »

C'est là un fait dont il n'est pas besoin de souligner l'importance et qui porte un coup décisif à un mythe entretenu, depuis le 13 mai, à la fois par les ultras et les autres gaullistes, les uns comme les autres se flattant de disposer de l'appui des masses musulmanes.

Samedi encore, *l'Écho d'Alger* pouvait écrire ces mots qui rendent aujourd'hui un son dérisoire: « *Par-audelà le tumulte, il y eut à Alger un rayon de réconfort et d'espoir. Cela s'appelle la parfaite tenue des musulmans.* » Quant au chef de l'État, il reprenait, imperturbablement, de son côté, dans ses discours ses variations traditionnelles sur la « fraternité » sous le signe de la politique gaulliste. Voilà que l'équivoque est désormais dissipée.

Le contraste est d'ailleurs éclatant entre la bienveillance des forces de l'ordre à l'égard des ultras et leur brutalité à l'égard de la foule des musulmans sans armes. Les premiers pouvaient impunément organiser l'émeute, incendier, lyncher, assassiner, mais, dès que les seconds ont commencé à manifester, ordre a été donné de tirer. Bilan : des dizaines de morts, des centaines de blessés, la Casbah bouclée et ratissée, des musulmans arrêtés par centaines et emmenés par camions vers une direction inconnue. Miracle de la fraternisation... Personne ne peut s'y tromper : les puissantes manifestations organisées hier en plein cœur des plus grandes villes d'Algérie expriment une volonté profonde. Elles montreraient, s'il en était besoin, que ce ne sont pas seulement les combattants de l'Aurès qui se dressent pour l'indépendance et la liberté, mais un peuple tout entier.

Elles montrent aussi que la politique algérienne de De Gaulle conduit à une impasse sanglante. Les ruses, les équivoques, les manœuvres subalternes ne pèsent pas lourd devant les réalités. Voici qu'après tant d'autres, le mythe de la troisième force, de « l'Algérie algérienne sans le FLN » vole lui aussi en éclats. Ces événements tragiques apporteraient enfin, s'il en était besoin, une raison supplémentaire de répondre par un non sans équivoque au référendum, car ils prouvent à ceux qui répugnent à voter « avec les ultras » que de Gaulle est aussi généreux pour ces derniers qu'il est sans pitié pour les Algériens.

Dans les heures graves que nous vivons, tous ceux qui ont à cœur la paix, et en particulier les familles des soldats qui ne peuvent manquer d'être angoissées par les nouvelles venues d'Alger, doivent faire entendre leurs voix pour imposer une autre orientation à la politique gaulliste : car cette politique risque sans cela de déboucher sur un chaos sanglant. Plus que jamais, il importe d'exiger avec force la négociation immédiate avec le GPRA. seule voie qui peut, dans l'état actuel des choses, aboutir à la paix et empêcher le fossé de haine et de sang de se creuser un peu plus. Ce n'est pas en faisant tirer sur des foules musulmanes désarmées qu'on travaillera à la fraternité franco-algérienne. C'est seulement en acceptant de négocier sur un pied d'égalité avec les dirigeants du mouvement national que pourront se nouer entre la France et l'Algérie des relations nouvelles pour le bien de nos deux peuples.

René Andrieu

Humanité du 7 mars 1961

Deux Algériens témoignent

Au cours des dernières semaines, nous nous sommes fait l'écho de très nombreuses plaintes déposées par des travailleurs algériens rafles à Paris et questionnés dans les immeubles occupés par la police supplétive. Nous avons posé des questions précises. On ne nous a pas répondu. Au contraire, le préfet de police s'est senti diffamé et a porté plainte contre *l'Humanité* ! (...) En attendant, nous versons au dossier les déclarations de deux témoins (...).

Le premier n'a pas parlé longtemps. Sa voix partait péniblement, épuisée, d'un corps frêle encore tremblant de maladie et d'émotion : « *Je m'appelle Khaldi Madani, né le 26 juin 1940 dans la région de Médéa. (...) Je buvais un verre au café Rousseau, à Barbès, le 18 février 1961, à 20 heures. A travers la vitre, des harkis m'ont aperçu et m'ont appelé. Je suis sorti. Ils m'ont emmené directement rue de la Goutte-d'Or (18^e). Descendu dans la cave, déshabillé, ligoté avec des cordes à une vieille porte qui était couchée sur le sol, avec des graviers dessus qui m'entraient dans la peau. Là-bas, ils font pareil à tous. Ils ont deux caves, je crois, On vous bâillonne le nez et la bouche avec un chiffon. Quand on est bien serré comme cela, ils vous versent sur le nez et la bouche de l'eau avec une bouteille. Si tu respirez, l'eau entre dans tes poumons. Si tu veux la rejeter, le chiffon t'empêche. Tu étouffes. Tu peux même pas crier. Pendant ce temps, les harkis me frappaient avec leurs bottes et marchaient sur moi. On ne ferait pas cela à une bête. »*

Le lendemain, un homme plus âgé, parfaitement calme, plus malade que le premier (qu'il ne connaissait pas), est venu à son tour. (...) Il parla ainsi : « (...) *Je m'appelle Amor Medjmedj. (...) Mon frère est mort pour la France dans le 23^e RTA, le 11 septembre 1939, en Moselle. (...) Je suis en France depuis 1952. J'ai travaillé sept ans chez Citroën. Après j'étais malade. L'asthme... Je suis maintenant cantonnier de la ville de Montreuil. Voilà qui je suis un homme malade (...), avec cinq enfants à nourrir. (...) À trois heures du matin, les harkis sont venus me chercher chez moi. le 17 janvier. Ils ont tout perquisitionné sans rien trouver qui les intéresse. L'un d'eux a seulement ramassé un vieux numéro de France Soir qui passait la photo de Ben Bella. « Pourquoi tu as ce journal? - Il n'est pas interdit, je réponds. - On va te montrer tout à l'heure s'il est interdit ou pas ! » On m'emmène. (...) On arrive au PC des harkis du 13^e rue Harvey. C'est la « cave qui chante », disent les gens, à cause des disques. Là, je reste assis dans la « salle d'attente ». Dans le bureau voisin, il y avait un chef français en civil, un lieutenant harki en civil. (...) Les autres étaient en noir, en uniforme. (...) On me met à terre, accroupi, on m'attache le bâton sous les genoux. Me voilà à la broche, impossible de remuer, un bâillon sur le nez et la bouche. « Tu vas nous dire des noms de chefs FLN. Des noms de cotisants. - Moi, je ne connais rien. - On verra ça. Si tu te décides à parler, lève le doigt, on arrêtera. » Alors, ils me versent l'eau. J'étouffe, je suffoque. Avec mon asthme, c'est encore pire. Je sens que je meurs. Je lève le doigt. « Arrêtez, je dis, je suis asthmatique, je sais rien. Si vous continuez, je meurs. - Meurs » dit le chef des harkis. Le Français était là qui regardait. Il se taisait. Le supplice recommence. Un harki s'assied sur moi. Il me frappe. Le sang caille de ma bouche. « Meurs ! dit le lieutenant S... Comme ça ce sera fini. » Il sort son revolver et le braque sur moi : « Dis des noms ou tu ne verras plus la femme et tes enfants. » (...)*

Madeleine Riffaud